

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur des zones rurales et sur la question des réfugiés, à Saint-Loup-sur- Semouse le 14 septembre 2015.

## LE PRESIDENT

Aujourd'hui avec le Premier ministre et plusieurs membres du Gouvernement, nous sommes en Haute-Saône pour montrer l'attachement que nous portons aux territoires ruraux.

La ruralité est aujourd'hui un signe de modernité et une chance pour la France. Nous voulions donner cette image, cette illustration et apporter aussi un certain nombre de réponses qui sont attendues, car il y a aussi sur les territoires ruraux des inquiétudes par rapport à la présence des services publics, par rapport à l'emploi, par rapport aux nouvelles technologies et à l'accès de tous au numérique.

Il était important que nous puissions sur des questions comme la santé, l'éducation, les transports, apporter une vision pour dire à ces territoires ruraux que non seulement ils ont de l'avenir, mais que la France a besoin d'eux.

J'ai voulu que les ministres puissent aller comme nous le faisons avec le Premier ministre dans un certain nombre de lieux. Ici, cette entreprise qui, il y a quelques années était en grande difficulté, et qui aujourd'hui grâce aux cadres qui l'ont reprise, crée des emplois, exporte et est capable d'apporter des nouvelles technologies à un territoire rural. L'industrie est également dans les territoires ruraux.

Je voulais aussi que les ministres puissent aller dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les lieux d'innovation environnementale, pour que l'on puisse montrer ce que nous sommes capables de faire ensemble en France.

Voilà le sens de cette visite. Elle est exceptionnelle. Il n'est pas fréquent que le Président de la République, le Premier ministre et les membres du Gouvernement viennent passer presque une journée dans un département et c'est aussi ce que je souhaite donner comme volonté, nous sommes pleinement dans un territoire qui doit être solidaire.

Je refuse les oppositions entre les villes et les campagnes, entre les métropoles et les territoires ruraux. C'est ensemble que nous devons engager l'avenir et c'est d'ailleurs le sens de la réforme territoriale que nous avons menée à bien et qui s'applique aujourd'hui. Merci.

Journaliste

Inaudible.

## LE PRESIDENT

L'Allemagne comme la France demande que l'Europe puisse avoir sur ses frontières un contrôle. C'est la condition pour que les réfugiés puissent être accueillis dignement et de manière maîtrisée et que puissent être distingués ce qui relève du droit d'asile et ce qui a trait à des migrations économiques. Nous ferons en sorte aujourd'hui-même qu'il y ait des conclusions qui fassent que l'Europe puisse respecter et faire respecter ses frontières.

Concrètement, cela veut dire des centres d'enregistrement qui doivent être placés en Grèce, en Italie, en Hongrie pour justement éviter ce qui se produit en ce moment et que l'Allemagne a été amenée par un contrôle provisoire à engager. C'est donc à l'Europe d'apporter la réponse. La France et l'Allemagne ont déjà, depuis plusieurs semaines, voulu qu'il y ait ces contrôles. Ils

France et l'Allemagne ont déjà, depuis plusieurs semaines, vu que si, à ces frontières, ne doivent être faits à l'entrée des frontières européennes, c'est-à-dire en Grèce, en Hongrie et en Italie.

Journaliste

Cela passera quand même par un Conseil européen extraordinaire, cela va se traiter au niveau des chefs d'Etat ?

LE PRESIDENT

Cela doit se régler aujourd'hui parce que ce sont les ministres de l'Intérieur qui doivent prendre les décisions et notamment le respect du contrôle des frontières. D'ailleurs, c'est le principe même sur lequel est fondée l'Union européenne. Pour qu'il y ait une liberté de circulation entre européens, il faut qu'il y ait l'accueil des personnes qui relèvent du droit d'asile, il faut des contrôles des frontières extérieures et si ces frontières sont respectées, alors les droits le seront tout autant. C'est ce que vont faire prévaloir la France et l'Allemagne. J'ai eu Madame MERKEL hier, qui sera également sur cette ligne. L'Allemagne qui a, un moment, voulu suspendre l'application-même de Schengen au travers de ce qui était une situation d'urgence revient à ce qui doit être l'application. Mais nous sommes tout à fait conscients, l'Allemagne et la France, de la nécessité d'avoir ces centres d'accueil aux frontières extérieures de l'Europe. Là-dessus, nous serons extrêmement vigilants, extrêmement pressants car sinon il ne peut pas y avoir d'accueil des réfugiés ou de répartition. C'est la condition. La France et l'Allemagne sont unies pour que ces dernières soient respectées. Merci.